

Défendre les vraies valeurs

Il en va dans la vie des organisations comme dans celle des personnes. Il arrive à certains moments que plusieurs situations nous interpellent, que les enjeux deviennent encore plus déterminants. Ainsi en sera-t-il des prochaines semaines.

Le mois de mars ramène la Journée internationale des femmes qui nous a fourni l'occasion de prendre la juste mesure de la lutte menée par les femmes contre l'exclusion, la pauvreté et la violence. Cette année, dans la foulée de la Marche mondiale des femmes, il est tout naturel de voir le chemin parcouru et de constater les solidarités construites. Mais aussi de rappeler que le dossier de l'équité salariale n'est pas clos et qu'il devra être réglé de façon satisfaisante d'ici à novembre prochain.

Mars entraîne aussi dans son sillage le dépôt du budget et des crédits à l'Assemblée nationale. Cette année encore, nos politiciens seront portés à opposer à nos revendications d'investissement dans les services sociaux, la santé et l'éducation, le discours trop entendu de la compétitivité, de la révision des modèles organisationnels, de la baisse des impôts et du remboursement de la dette. Et il semble bien que cette approche aura encore plus le vent dans les voiles avec l'arrivée de George W. Bush à la présidence des États-Unis et qui entraînera, dans le sillage de ses politiques conservatrices, les gouvernements canadiens et québécois : comparaison oblige! D'autant plus que l'arrivée de Bernard Landry n'a rien pour nous rassurer, tant cet homme a été insensible à la réalité des plus démunis de notre société dans sa course à l'atteinte du déficit zéro.

Quelques semaines plus tard, à Québec, les chefs d'État seront réunis pour faire le point sur les négociations en cours pour la mise en place de la zone de libre-échange des Amériques. Ils tenteront également d'en arriver à une déclaration commune sur le thème de la démocratie. Des enjeux d'importance, donc, et qui concernent les femmes et les hommes de tous les pays d'Amérique. Le mouvement syndical et populaire ne peut y rester indifférent et tiendra, en conséquence, le Sommet des peuples, moment privilégié de solidarité continentale.

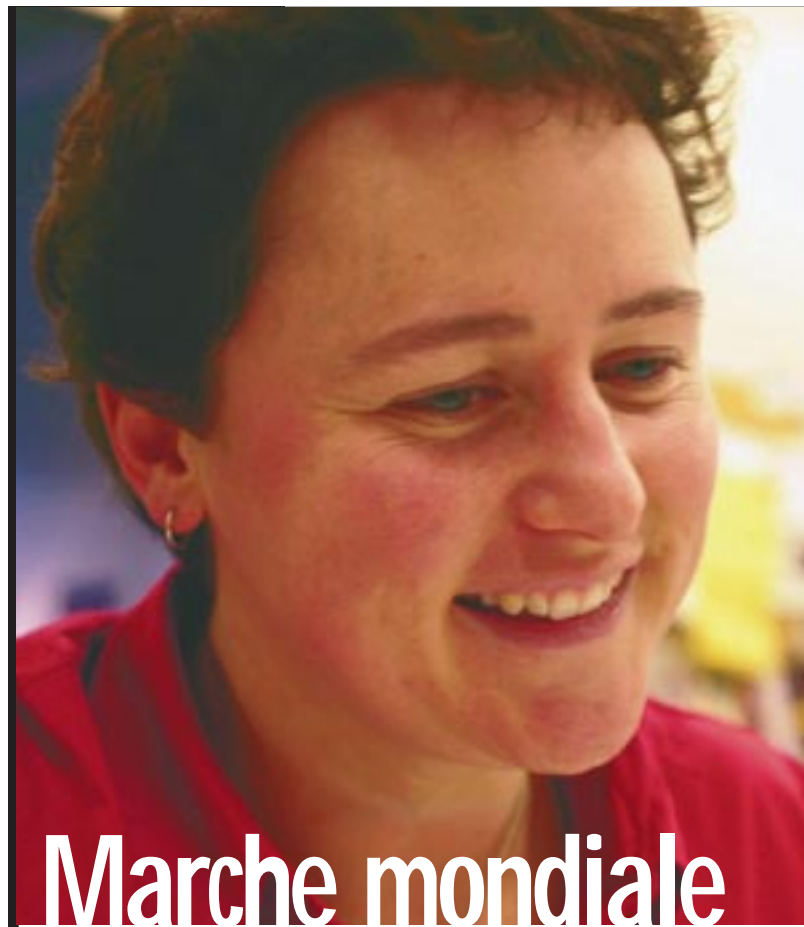
Équité salariale, services publics, partage de la richesse : des questions capitales, certes. Mais surtout des occasions de lutte pour défendre les vraies valeurs. Celles qui assurent le caractère démocratique de notre société.

La présidente,

Monique Richard



STOCK/N. Blouin



Marche mondiale des femmes un bilan mitigé

La Fédération des femmes du Québec (FFQ) réclamait des gestes concrets pour éliminer la pauvreté et la violence. Elle a obtenu des miettes. Après avoir essuyé une « gifle magistrale » de la part du gouvernement Bouchard, la FFQ dresse un bilan mitigé de la Marche mondiale des femmes qui a eu lieu en octobre 2000.

Coordonnatrice de la marche au Québec et responsable de la mobilisation à la FFQ, Alexa Conradi se montre très critique à l'égard du gouvernement Bouchard. « On ne s'attendait pas à gagner sur tous les plans, mais on ne s'attendait pas non plus à ce que le gouvernement refuse de s'engager davantage dans le combat contre la pauvreté. Les femmes sont très déçues », résume-t-elle.

Parmi les 20 revendications portées par la Marche mondiale, figuraient l'adoption d'une loi-cadre visant l'élimination de la pauvreté, une hausse substantielle du salaire minimum, un barème plancher à l'aide sociale et un meilleur soutien aux organismes qui viennent en aide aux femmes victimes de violence.

Or, entre ces demandes et les efforts consentis par Québec, l'écart est énorme. Le gouvernement a accordé 50 millions de dollars, répartis sur deux ans et demi dans différents pro-

grammes liés pour la plupart à la violence faite aux femmes, alors que le groupe de femmes réclamait 200 millions par année. Par exemple, le gouvernement a augmenté de 10 cents le salaire minimum, le portant à 7 \$ l'heure. La FFQ réclamait un salaire minimum de 8,50 \$ l'heure, soit l'équivalent du seuil de faible revenu pour une personne seule. « On est bien loin du compte », signale Mme Conradi.

La militante féministe attribue, entre autres, l'attitude du gouvernement au fait qu'il ne devrait pas y avoir d'élections avant deux ans. « Les partis politiques, qui demeurent insensibles aux besoins de la population, changent généralement d'attitude en période électorale. » Plus de 280 000 personnes ont signé des cartes d'appui et nous étions 40 000 à déambuler dans les rues de Québec, du 9 au 17 octobre. Cela aurait dû inciter le gouvernement à agir. « Nous devons plutôt constater qu'il méprise la moitié de la population. »

Selon la militante féministe, le gouvernement ne peut justifier son attitude en invoquant l'état des finances publiques. « Cet argument ne tient pas la route. Québec a fait des choix en accordant, au cours des trois prochaines années, 4,5 milliards de dollars en réductions d'impôt qui n'amélioreront en rien le sort des personnes pauvres. Les assistés sociaux ne paient pas d'impôt. Ceux qui détiennent les cordons de la bourse ont décidé de ne pas les délier pour venir en aide aux femmes et aux plus démunis. »

Mme Conradi soutient aussi que bon nombre des revendications portées par la Marche mondiale n'auraient pas coûté un sou à l'État. Le regroupement demandait, par exemple, l'élimination de la discrimination à l'égard des lesbiennes dans le Code civil, des changements au Code du travail afin de protéger les travailleurs peu importe leur statut, une révision des modalités d'application du Code criminel pour éliminer toute forme de discrimination et d'injustice à l'égard des femmes. « Il aurait suffi d'avoir de la volonté politique. »

Un immense succès populaire

Poursuivant sur une note plus optimiste, Mme Conradi se réjouit du succès populaire de la Marche mondiale. « Il y a eu des activités dans plus de 140 villes et villages au Québec. C'est tout un exploit!

À cela s'ajoute le fait que 30 000 personnes ont

participé au rassemblement, à Montréal. Nous en attendions 20 000. Cet événement a donné lieu à une mobilisation sans précédent. Nous sommes très contentes. »

La coordonnatrice se dit également ravie de la tenue d'activités d'éducation populaire dans les écoles et de la collaboration des organismes non gouvernementaux (ONG) tels que Jeunesse du Monde, Amnistie Internationale ainsi que des organisations syndicales et communautaires. « On a créé des réseaux de solidarité extraordinaires. On espère aujourd'hui que ce travail en commun se poursuivra. »

Quels seront les lendemains de la Marche? « La suite s'inscrit dans la continuité, dit Mme Conradi. Par exemple, les femmes vont faire de l'éducation populaire lors du Sommet des Amériques qui se déroulera à Québec en avril 2001. Cela sera l'occasion d'exprimer notre solidarité à l'endroit des femmes du continent. »

Rappelons que ce Sommet aura lieu dans le cadre de la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Si cet accord entre les 34 pays entre en vigueur comme prévu en 2005, les Amériques constitueront la plus grande zone de libre-échange au monde avec une population de 800 millions de personnes. « Pour nous, il s'agit non seulement de faire contrepoids à la mondialisation sauvage, mais aussi d'influencer le discours alternatif qui ne tient pas toujours compte des analyses féministes », explique la porte-parole.

Parallèlement, la FFQ prévoit tenir une rencontre internationale, à Montréal, l'automne prochain. « Nous discuterons des suites de la Marche mondiale. Cette rencontre devrait donner lieu à la création d'un réseau international permanent. On veut aussi profiter de l'occasion pour per-



STOCK/N. Blouin

« Nous devons constater que le gouvernement du Québec méprise la moitié de la population. »

— Alexa Conradi

mettre aux femmes du monde entier d'aller visiter les Québécoises en région. »

À l'échelle nationale, la FFQ entend aussi travailler en collaboration avec des organismes communautaires et les centrales syndicales pour mettre sur pied un collectif pour une loi-cadre visant l'élimination de la pauvreté. « Nous avons reçu des centaines de courriels et de lettres d'appui de la part de personnes nous encourageant à poursuivre notre lutte. Le gouvernement prêtera peut-être une oreille plus attentive à nos demandes à l'approche de la période électorale. »

On avance à petits pas, donc. Mais chose certaine, la Marche mondiale a eu des répercussions partout sur la planète. Cet événement a permis de tisser des liens de solidarité entre les femmes du monde. « Et cela va changer à tout jamais le visage et les caractéristiques du mouvement des femmes », conclut Mme Conradi.

Claire Harvey
Journaliste indépendante